

N° 701

---

# SÉNAT

SECONDE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2009-2010

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat le 8 septembre 2010

## PROJET DE LOI

*autorisant l'approbation de la convention postale universelle,*

PRÉSENTÉ

au nom de M. François FILLON,

Premier ministre

Par M. Bernard KOUCHNER,

ministre des affaires étrangères et européennes

*(Envoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)*



## EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

L'Union postale universelle est une organisation intergouvernementale du système des Nations unies qui réunit cent quatre-vingt-onze pays membres. Cette organisation créée en 1874 a notamment pour mission de stimuler le développement durable de services postaux universels de qualité, efficaces et accessibles ainsi que de garantir la libre circulation des envois postaux sur un territoire postal unique composé de réseaux interconnectés. L'UPU s'est adaptée aux évolutions du secteur postal et de son environnement. Ainsi, elle s'est ouverte aux différents acteurs du secteur et a élargi son action et ses objectifs pour adapter et moderniser à la fois les règles relatives aux envois postaux internationaux et les relations entre opérateurs et clients et entre opérateurs. Pour remplir ses missions, l'UPU s'est dotée des instruments juridiques suivants :

- la constitution et ses protocoles additionnels : c'est l'acte fondamental qui comprend les règles organiques de l'Union et la définition des actes de l'Union postale universelle ;

- le règlement général qui comporte les dispositions assurant l'application de la constitution et le fonctionnement de l'Union ;

- la convention postale universelle, et ses règlements d'exécution qui comportent les règles communes applicables au service postal international, les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux et les dispositions relatives aux rémunérations que les opérateurs postaux se versent pour compenser les coûts de traitement et de distribution des envois internationaux. Ces actes comme les deux premiers sont obligatoires pour tous les pays membres. Toutefois, conformément à **l'article 36** de la convention, les pays membres ont la possibilité de soumettre au congrès des réserves à des articles de la convention, pour autant qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'objet et le but de l'Union. Pour être effective, la réserve doit être approuvée par le congrès. Elle est appliquée sur une base de réciprocité. Elle est insérée à la convention dans son protocole final.

Tous les quatre ans, les plénipotentiaires des pays se réunissent en congrès pour fixer le budget de l'Union pour les quatre années à venir,

adopter des normes et les principales décisions de stratégie et de politique générale. Le dernier congrès s'est tenu à Genève en 2008 et la France a été élue membre du conseil d'administration et du conseil d'exploitation postale. Ce congrès a également procédé à la révision des Actes de l'Union postale universelle régissant les services postaux et notamment la convention, sous la forme de l'adoption d'un nouveau texte remplaçant l'ancien, pour répondre aux évolutions du secteur postal telles que la séparation juridique et fonctionnelle entre les Etats et les opérateurs postaux.

Le congrès de Genève a ainsi approuvé le remplacement du terme « administration postale » dans tous les actes de l'Union par « pays membre » ou par « opérateur désigné », selon que la disposition était de nature gouvernementale ou opérationnelle. Dans certains cas, des combinaisons plus complexes ont été retenues pour prendre en compte la diversité des situations qui existent dans les cent quatre-vingt-onze pays membres de l'Union, à savoir : « Pays-membres et opérateurs désignés », « pays membres ou opérateurs désignés », « pays membres et/ou opérateur désignés ». Par ailleurs, le terme « pays » dans la convention a été remplacé par « pays membre », chaque fois que cette modification s'imposait.

Parmi, les principales stipulations de la première partie : « Règles communes applicables au service postal international », il convient de citer :

- **l'article 1<sup>er</sup>** qui précise certaines notions et harmonise les règles de l'Union postale universelle avec celles d'autres organisations internationales (colis, dépêches mal acheminées, envois mal dirigés, opérateur désigné, petit paquet) pour s'assurer que toutes les parties comprennent de la même manière les dispositions de l'Union postale universelle et pour garantir la validité juridique de ces termes dans un environnement postal qui évolue rapidement ;

- **l'article 4** est relatif à la liberté de transit. Ce principe s'accompagne de l'obligation pour les Pays membres de s'assurer que leurs opérateurs désignés acheminent par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs les envois qui leur sont livrés par un autre opérateur désigné y compris maintenant les envois ou les dépêches mal dirigés. Dans ce même article 4 l'expression « substances infectieuses » permet d'harmoniser la réglementation de l'UPU avec les dispositions d'autres organismes internationaux compétents ;

- **l'article 8** « Timbre-poste » qui énonce les principes essentiels d'émission et de mise en circulation des timbres-poste. Cet article a été

remanié afin de mettre en exergue le droit souverain de chaque pays membre de décider de la façon dont les timbres- poste sont émis et administrés sur son territoire. Il était important de réaffirmer ce principe dans la mesure où le secteur postal va être totalement libéralisé dans l'Union européenne au 1<sup>er</sup> janvier 2011 ;

Les stipulations de la deuxième partie : « Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux » portent notamment sur les services offerts (**articles 12, 13 et 14**) ainsi que sur les objets qu'il est interdit d'insérer dans des envois postaux. Il convient de noter à ce titre que la France a notamment obtenu que les objets contrefaits et piratés soient ajoutés à la liste des envois non admis (**article 15**). En effet, la lutte contre la contrefaçon constitue un de nos objectifs prioritaires car elle nuit non seulement aux intérêts économiques français, mais elle peut avoir des conséquences très graves pour la santé ou la sécurité des personnes. Cette disposition vise donc à réduire autant que possible la circulation de ces objets par la voie postale et à contribuer ainsi à protéger la propriété et le patrimoine intellectuels et créatifs des pays membres.

La deuxième partie porte en outre sur la réglementation applicable aux matières radioactives et aux substances infectieuses (**article 16**), le contrôle douanier (**article 18**), les normes et objectifs en matière de qualité de service (**article 20**), les règles relatives aux questions de responsabilité, et des dispositions particulières à la poste aux lettres visant à régler le repostage (**article 26**) ainsi que sur les réclamations (**article 17**). La nouvelle convention a été l'occasion de préciser que seules les réclamations concernant les colis et les envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée peuvent être acceptées. Cette décision se justifie par le fait qu'il n'y a pas de suivi des envois ordinaires. En outre, les réclamations doivent être transmises par les moyens les plus rapides (voie prioritaire, service postal express EMS ou moyens électroniques) pour permettre à l'opérateur postal de destination d'enquêter rapidement et pouvoir apporter une réponse au client dans les meilleurs délais.

S'agissant des questions de responsabilité, le remplacement du terme « administrations postales » dans les actes ne devrait pas entraîner de nouvelles obligations pour les Etats. En effet, la responsabilité de l'Etat est de veiller à ce que l'opérateur désigné remplisse bien les obligations découlant du traité, notamment en offrant tous les services obligatoires dans les conditions prescrites dans les Actes de l'Union postale universelle. En cas de défaillance de ce dernier, il serait de sa responsabilité de désigner un autre opérateur pour faire assurer la prestation. En revanche, l'opérateur désigné est responsable de tous les aspects liés au bon fonctionnement des

services postaux internationaux, tant vis-à-vis de ses clients que vis-à-vis des opérateurs désignés des autres pays membres. Ceci ressort des principaux changements apportés aux **articles 21, 22 et 23**. Enfin, dans l'intérêt des clients, des autres opérateurs désignés et de la qualité du service en général, le droit de faire des réserves concernant l'article 21 a été limité.

La troisième partie relative à la rémunération (**article 27** et suivants) est très importante pour les opérateurs désignés car elle régit leurs relations financières. Les frais terminaux sont la rémunération que la poste expéditrice paie à la poste de destination pour la distribution de son courrier. Compte tenu de l'extrême diversité des cent quatre-vingt-onze pays membres de l'Union postale universelle, le système actuel, même s'il est amélioré au fil des congrès, n'est pas totalement basé sur les coûts, car il résulte d'un compromis négocié entre opérateurs et validé par les Etats. Pour l'application du système des frais terminaux, les pays membres sont maintenant classés, conformément à la décision du congrès dans sa résolution C17/2008, en cinq groupes. Les pays membres sont assujettis selon qu'ils sont placés dans l'un ou l'autre de ces groupes du système dit système cible ou du système transitoire. Le premier devrait être applicable à tous les pays membres à une échéance qui reste à déterminer, il repose sur les coûts de traitement des envois et sur la qualité de service. Le second consiste en une rémunération forfaitaire au kilogramme.

Avec les nouvelles modalités fixées par la convention, la rémunération des opérateurs notamment des pays membres industrialisés qui génèrent la grande majorité des flux devrait être améliorée.

Les règles de la convention postale universelle sont mises en œuvre par les opérateurs désignés par leur Pays pour assurer les obligations découlant du traité relatif à la création d'une Union générale des postes du 9 octobre 1874 : interconnexion des réseaux, offre de services postaux définis comme obligatoires dans le cadre de la convention postale universelle et toute autre obligation prise par leur État.

En France, le code des postes et des communications électroniques précise que « La Poste met en œuvre, pour ce qui la concerne, les engagements pris par l'État, dans le cadre de l'Union postale universelle » (article R1-1-19 du code des postes et des communications électroniques).

La Poste est l'opérateur désigné au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de l'Union postale universelle telle qu'adoptée par le congrès de Genève : « entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée

officiellement par le pays membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des actes de l'Union sur son territoire. »

Ainsi les obligations de la convention postale universelle telle qu'adoptée par le congrès de Genève continueront d'être assurées par La Poste.

Telles sont les principales observations qu'appelle la convention postale universelle (ensemble un protocole final), signée à Genève le 12 août 2008 qui, comportant des dispositions de nature législative, est soumise au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.



## **PROJET DE LOI**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation de la convention postale universelle, délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté au Sénat par le ministre des affaires étrangères et européennes, qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

### **Article unique**

Est autorisée l'approbation de la convention postale universelle (ensemble un protocole final), signée à Genève le 12 août 2008.

Fait à Paris, le 8 septembre 2010

Signé : FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires étrangères et européennes,

Signé : BERNARD KOUCHNER



# C O N V E N T I O N

postale universelle

(ensemble un Protocole final)

signée à Genève le 12 août 2008

---



# CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

## (ensemble un Protocole final)

### Table des matières

Première partie. – Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique. – Dispositions générales

Art.

1. Définitions
2. Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention
3. Service postal universel
4. Liberté de transit
5. Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables
6. Taxes
7. Exonération des taxes postales
8. Timbres-poste
9. Sécurité postale
10. Développement durable
11. Infractions

Deuxième partie. – Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1<sup>er</sup>. – Offre de prestations

12. Services de base
13. Services supplémentaires
14. Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services
15. Envois non admis. Interdictions
16. Matières radioactives et substances infectieuses admissibles
17. Réclamations
18. Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits
19. Echanges de dépêches closes avec des unités militaires
20. Normes et objectifs en matière de qualité de service

Chapitre 2. – Responsabilité

21. Responsabilité des opérateurs désignés. Indemnités
22. Non-responsabilité des pays membres et des opérateurs désignés
23. Responsabilité de l'expéditeur
24. Paiement de l'indemnité
25. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

Chapitre 3. – Dispositions particulières à la poste aux lettres

26. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

Troisième partie. – Rémunération

Chapitre 1<sup>er</sup>. – Dispositions particulières à la poste aux lettres

27. Frais terminaux. Dispositions générales
28. Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible
29. Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire
30. Fonds pour l'amélioration de la qualité de service
31. Frais de transit

Chapitre 2. – Autres dispositions

32. Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien
33. Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux
34. Pouvoir du conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

Quatrième partie. – Dispositions finales

35. Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements
36. Réserves présentées lors du Congrès
37. Mise à exécution et durée de la Convention

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Art.

I. – Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse

II. – Taxes

III. – Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des célogrammes

IV. – Services de base

V. – Avis de réception

VI. – Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)

VII. – Interdictions (poste aux lettres)

VIII. – Interdictions (colis postaux)

IX. – Matières radioactives et substances infectieuses admissibles

X. – Objets passibles de droits de douane

XI. – Réclamations

XII. – Taxe de présentation à la douane

XIII. – Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

XIV. – Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

XV. – Tarifs spéciaux

Convention postale universelle.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays membres de l'Union, vu l'article 22.3 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

## Première partie

### Règles communes applicables au service postal international

#### CHAPITRE UNIQUE

#### Dispositions générales

##### Article 1<sup>er</sup>

##### Définitions

1. Aux fins de la Convention postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit :

- 1.1. *colis* : envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement concernant les colis postaux ;
- 1.2. *dépêche close* : sac ou ensemble de sacs ou d'autres récipients étiquetés, plombés ou cachetés, contenant des envois postaux ;
- 1.3. *dépêches mal acheminées* : récipients reçus par un bureau d'échange autre que celui indiqué sur l'étiquette (du sac) ;
- 1.4. *envois mal dirigés* : envois reçus par un bureau d'échange, mais qui étaient destinés à un bureau d'échange dans un autre Pays membre ;
- 1.5. *envoi postal* : terme générique désignant chacune des expéditions effectuées par la poste (envoi de la poste aux lettres, colis postal, mandat de poste, etc.) ;
- 1.6. *frais de transit* : rémunération pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial, maritime et/ou aérien des dépêches ;
- 1.7. *frais terminaux* : rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais liés au traitement des envois de la poste aux lettres reçus dans le pays de destination ;
- 1.8. *opérateur désigné* : toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire ;
- 1.9. *petit paquet* : envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement de la poste aux lettres ;
- 1.10. *quote-part territoriale d'arrivée* : rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais de traitement d'un colis postal dans le pays de destination ;
- 1.11. *quote-part territoriale de transit* : rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial et/ou aérien, pour l'acheminement d'un colis postal à travers son territoire ;
- 1.12. *quote-part maritime* : rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux) participant au transport maritime d'un colis postal ;
- 1.13. *service postal universel* : prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables ;
- 1.14. *transit à découvert* : transit, par un pays intermédiaire, d'envois dont le nombre ou le poids ne justifie pas la confection d'une dépêche close pour le pays de destination.

##### Article 2

*Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention*

1. Les Pays membres notifient au bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les affaires postales. En outre, les Pays membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement

pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leurs territoires. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.

##### Article 3

##### *Service postal universel*

1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.

2. A cette fin, les Pays membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.

3. Les Pays membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.

4. Les Pays membres veillent à ce que la prestation du service postal universel soit assurée de manière viable, garantissant ainsi sa pérennité.

##### Article 4

##### *Liberté de transit*

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque Pays membre, de s'assurer que ses opérateurs désignés acheminent toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'ils emploient pour leurs propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui leur sont livrés par un autre opérateur désigné. Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.

2. Les Pays membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des substances infectieuses ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les célogrammes. Cela s'applique également aux imprimés, aux périodiques, aux revues, aux petits paquets et aux sacs M dont le contenu ne satisfait pas aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.

3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.

4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.

5. Si un Pays membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce Pays membre.

##### Article 5

*Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables*

1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays d'origine ou de destination et, en cas d'application de l'article 15.2.1.1 ou 15.3, selon la législation du pays de transit.

2. L'expéditeur d'un envoi postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse. Les taxes et les autres conditions sont prescrites aux Règlements.

3. Les Pays membres s'assurent que leurs opérateurs désignés réexpédient des envois postaux, en cas de changement d'adresse du destinataire, et renvoient à l'expéditeur des envois non distribuables. Les taxes et les autres conditions sont énoncées dans les Règlements.

## Article 6

### Taxes

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les Pays membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale et en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et ses Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.

2. Le Pays membre d'origine ou son opérateur désigné fixe, en fonction de la législation nationale, les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres et des colis postaux. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

3. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

4. Les Pays membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale sont autorisés à dépasser toutes les taxes indicatives figurant dans les Actes.

5. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 3, les Pays membres ou leurs opérateurs désignés ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation nationale pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux déposés sur le territoire du Pays membre. Ils ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.

6. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.

7. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque opérateur désigné garde les taxes qu'il a perçues.

## Article 7

### Exonération des taxes postales

#### 1. Principe.

1.1. Les cas de franchise postale, en tant qu'exonération du paiement de l'affranchissement, sont expressément prévus par la Convention. Toutefois, les Règlements peuvent fixer des dispositions prévoyant tant l'exonération du paiement de l'affranchissement que l'exonération du paiement des frais de transit, des frais terminaux et des quotes-parts d'arrivée pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux relatifs au service postal envoyés par les Pays membres, les opérateurs désignés et les Unions restreintes. En outre, les envois de la poste aux lettres et les colis postaux expédiés par le Bureau international de l'UPU à destination des Unions restreintes, des Pays membres et des opérateurs désignés sont considérés comme des envois relatifs au service postal et sont exonérés de toutes taxes postales. Cependant, le Pays membre d'origine ou son opérateur désigné a la faculté de percevoir des surtaxes aériennes pour ces derniers envois.

#### 2. Prisonniers de guerre et internés civils.

2.1. Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

2.2. Les dispositions prévues sous 2.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services financiers postaux, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.

2.3. Les bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux concernant les personnes visées sous 2.1 et 2.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.

2.4. Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.

2.5. Dans le cadre du règlement des comptes entre les opérateurs désignés, les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

#### 3. Cécogrammes.

3.1. Les cécogrammes sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes.

## Article 8

### Timbres-poste

1. L'appellation « timbre-poste » est protégée en vertu de la présente Convention et est réservée exclusivement aux timbres qui remplissent les conditions de cet article et des Règlements.

#### 2. Le timbre-poste :

2.1. est émis et mis en circulation exclusivement sous l'autorité du Pays membre ou du territoire, conformément aux Actes de l'Union ;

2.2. est un attribut de souveraineté et constitue une preuve du paiement de l'affranchissement correspondant à sa valeur intrinsèque, lorsqu'il est apposé sur un envoi postal conformément aux Actes de l'Union ;

2.3. doit être en circulation dans le Pays membre ou sur le territoire émetteur, pour une utilisation aux fins d'affranchissement ou à des fins philatéliques, selon sa législation nationale ;

2.4. doit être accessible à tous les habitants du Pays membre ou du territoire émetteur.

#### 3. Le timbre-poste comprend :

3.1. le nom du Pays membre ou du territoire émetteur, en caractères latins (1) ;

3.2. la valeur faciale exprimée :

3.2.1. en principe, dans la monnaie officielle du Pays membre ou du territoire émetteur, ou présentée sous la forme d'une lettre ou d'un symbole ;

3.2.2. par d'autres signes d'identification spécifiques.

4. Les emblèmes d'Etat, les signes officiels de contrôle et les emblèmes d'organisations intergouvernementales figurant sur les timbres-poste sont protégés, au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

#### 5. Les sujets et motifs des timbres-poste doivent :

5.1. être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'Union et aux décisions prises par les organes de l'Union ;

5.2. être en rapport étroit avec l'identité culturelle du Pays membre ou du territoire ou contribuer à la promotion de la culture ou au maintien de la paix ;

5.3. avoir, en cas de commémoration de personnalités ou d'événements étrangers au Pays membre ou au territoire, un lien étroit avec ledit Pays membre ou territoire ;

5.4. être dépourvu de caractère politique ou offensant pour une personnalité ou un pays ;

5.5. revêtir une signification importante pour le Pays membre ou pour le territoire.

6. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes de presses d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux Actes de l'Union ne peuvent être utilisés que sur autorisation du Pays membre ou du territoire.

(1) Une dérogation est accordée à la Grande-Bretagne, en tant que pays inventeur du timbre-poste.

## Article 9

*Sécurité postale*

1. Les Pays membres et leurs opérateurs désignés doivent adopter et mettre en œuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance du public dans les services postaux, et ce dans l'intérêt de tous les agents concernés. Une telle stratégie devra impliquer l'échange des informations relatives au maintien de la sûreté et de la sécurité de transport et de transit des dépêches entre les Pays membres et leurs opérateurs désignés.

## Article 10

*Développement durable*

Les Pays membres et/ou leurs opérateurs désignés doivent adopter et mettre en œuvre une stratégie de développement durable dynamique portant tout particulièrement sur des actions environnementales, sociales et économiques à tous les niveaux de l'exploitation postale et promouvoir la sensibilisation aux questions de développement durable dans le cadre des services postaux.

## Article 11

*Infractions*

1. Envois postaux.
  - 1.1. Les Pays membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes ci-après et pour poursuivre et punir leurs auteurs :
    - 1.1.1. insertion dans les envois postaux de stupéfiants, de substances psychotropes ou de matières explosibles, inflammables ou autrement dangereuses, non expressément autorisée par la Convention ;
    - 1.1.2. insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.
  2. Affranchissement en général et moyens d'affranchissement en particulier.
    - 2.1. Les Pays membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réprimer et punir les infractions relatives aux moyens d'affranchissement prévus par la présente Convention, à savoir :
      - 2.1.1. les timbres-poste, en circulation ou retirés de la circulation ;
      - 2.1.2. les marques d'affranchissement ;
      - 2.1.3. les empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie ;
      - 2.1.4. les coupons-réponse internationaux.
    - 2.2. Aux fins de la présente Convention, une infraction relative aux moyens d'affranchissement s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de procurer un enrichissement illégitime à son auteur ou à un tiers. Doivent être punis :
      - 2.2.1. la falsification, l'imitation ou la contrefaçon de moyens d'affranchissement, ou tout acte illicite ou délictueux lié à leur fabrication non autorisée ;
      - 2.2.2. l'utilisation, la mise en circulation, la commercialisation, la distribution, la diffusion, le transport, la présentation ou l'exposition, y compris à des fins publicitaires, de moyens d'affranchissement falsifiés, imités ou contrefaits ;
      - 2.2.3. l'utilisation ou la mise en circulation à des fins postales de moyens d'affranchissement ayant déjà servi ;
      - 2.2.4. les tentatives visant à commettre l'une des infractions susmentionnées.
  3. Réciprocité.
    - 3.1. En ce qui concerne les sanctions, aucune distinction ne doit être établie entre les actes prévus sous 2, qu'il s'agisse de moyens d'affranchissement nationaux ou étrangers ; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

**Deuxième partie****Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux***« Chapitre I<sup>er</sup> »*

## « Offre de prestations »

## CHAPITRE 12

**Services de base**

1. Les Pays membres doivent veiller à ce que leurs opérateurs désignés assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres.
2. Les envois de la poste aux lettres comprennent :
  - 2.1. les envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes ;
  - 2.2. les lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes ;
  - 2.3. les cécogrammes jusqu'à 7 kilogrammes ;
  - 2.4. les sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés « sacs M », jusqu'à 30 kilogrammes.
3. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon la rapidité de leur traitement ou selon leur contenu, conformément au Règlement de la poste aux lettres.
4. Des limites de poids supérieures à celles indiquées sous 2 s'appliquent facultativement à certaines catégories d'envois de la poste aux lettres, selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.
5. Sous réserve des dispositions sous 8, les Pays membres doivent également veiller à ce que leurs opérateurs désignés assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes, soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leur client.
6. Des limites de poids supérieures à 20 kilogrammes s'appliquent facultativement à certaines catégories de colis postaux, selon les conditions précisées dans le Règlement concernant les colis postaux.
7. Tout Pays membre dont l'opérateur désigné ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.
8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 5, les Pays membres qui, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

## Article 13

*Services supplémentaires*

1. Les Pays membres assurent la prestation des services supplémentaires obligatoires ci-après.
  - 1.1. service de recommandation pour les envois-avion et les envois prioritaires partants de la poste aux lettres ;
  - 1.2. service de recommandation pour les envois de la poste aux lettres partants non prioritaires et de surface pour des destinations pour lesquelles aucun service prioritaire ou de courrier-avion n'est prévu ;
  - 1.3. service de recommandation pour tous les envois arrivants de la poste aux lettres.
2. La prestation d'un service de recommandation pour les envois non prioritaires et de surface partants de la poste aux lettres pour des destinations pour lesquelles un service prioritaire ou de courrier-avion est assuré est facultative.
3. Les Pays membres ou leurs opérateurs désignés peuvent assurer les services supplémentaires facultatifs ci-après dans le cadre des relations entre les opérateurs désignés ayant convenu de fournir ces services :
  - 3.1. service des envois avec valeur déclarée pour les envois de la poste aux lettres et les colis ;
  - 3.2. service des envois à livraison attestée pour les envois de la poste aux lettres ;
  - 3.3. service des envois contre remboursement pour les envois de la poste aux lettres et les colis ;
  - 3.4. service des envois exprès pour les envois de la poste aux lettres et les colis ;
  - 3.5. service de remise en main propre pour les envois de la poste aux lettres recommandés, à livraison attestée ou avec valeur déclarée ;

- 3.6. service des envois francs de taxes et de droits pour les envois de la poste aux lettres et les colis ;
  - 3.7. service des colis fragiles et des colis encombrants ;
  - 3.8. service de groupage « Consignment » pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger.
4. Les trois services supplémentaires ci-après comportent à la fois des aspects obligatoires et des aspects facultatifs :
- 4.1. service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), qui est essentiellement facultatif ; mais tous les Pays membres ou leurs opérateurs désignés sont obligés d'assurer le service de retour des envois CCRI ;
  - 4.2. service des coupons-réponse internationaux ; ces coupons peuvent être échangés dans tout Pays membre, mais leur vente est facultative ;
  - 4.3. avis de réception pour les envois de la poste aux lettres recommandés ou à livraison attestée, les colis et les envois avec valeur déclarée ; tous les Pays membres ou leurs opérateurs désignés acceptent les avis de réception pour les envois arrivants ; cependant, la prestation d'un service d'avis de réception pour les envois partants est facultative.
5. Ces services et les taxes y relatives sont décrits dans les Règlements.
6. Si les éléments de service indiqués ci-après font l'objet de taxes spéciales en régime intérieur, les opérateurs désignés sont autorisés à percevoir les mêmes taxes pour les envois internationaux, selon les conditions énoncées dans les Règlements :
- 6.1. distribution des petits paquets de plus de 500 grammes ;
  - 6.2. dépôt des envois de la poste aux lettres en dernière limite d'heure ;
  - 6.3. dépôt des envois en dehors des heures normales d'ouverture des guichets ;
  - 6.4. ramassage au domicile de l'expéditeur ;
  - 6.5. retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets ;
  - 6.6. poste restante ;
  - 6.7. magasinage des envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes, et des colis postaux ;
  - 6.8. livraison des colis en réponse à l'avis d'arrivée ;
  - 6.9. couverture contre le risque de force majeure.

#### Article 14

##### *Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services*

1. Les Pays membres ou les opérateurs désignés peuvent convenir entre eux de participer aux services ci-après qui sont décrits dans les Règlements :
- 1.1. le courrier électronique, qui est un service faisant appel à la transmission électronique des messages ; les opérateurs désignés peuvent améliorer le service de courrier électronique en offrant un service de courrier électronique recommandé, qui complète le premier par une preuve d'expédition et une preuve de remise et passe par une voie de communication protégée entre utilisateurs authentifiés ;
  - 1.2. l'EMS, qui est un service postal express destiné aux documents et aux marchandises et qui constitue, autant que possible, le plus rapide des services postaux par moyen physique ; ce service peut être fourni sur la base de l'Accord standard EMS multilatéral ou d'accords bilatéraux ;
  - 1.3. le service de logistique intégrée, qui répond pleinement aux besoins de la clientèle en matière de logistique et comprend les étapes précédant et suivant la transmission physique des marchandises et des documents ;
  - 1.4. le cachet postal de certification électronique, qui atteste de manière probante la réalité d'un fait électronique, sous une forme donnée, à un moment donné, et auquel ont pris part une ou plusieurs parties.
2. Les Pays membres ou les opérateurs désignés peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par chaque opérateur désigné intéressé, compte tenu des frais d'exploitation du service.

#### Article 15

##### *Envois non admis. Interdictions*

1. Dispositions générales.
- 1.1. Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis. Les envois expédiés en vue d'un acte frauduleux ou du non-paiement délibéré de l'intégralité des sommes dues ne sont pas admis non plus.

- 1.2. Les exceptions aux interdictions énoncées dans le présent article sont prescrites dans les Règlements.
  - 1.3. Tous les Pays membres ou leurs opérateurs désignés ont la possibilité d'étendre les interdictions énoncées dans le présent article, qui peuvent être appliquées immédiatement après leur inclusion dans le recueil approprié.
2. Interdictions visant toutes les catégories d'envois.
- 2.1. L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois :
    - 2.1.1. les stupéfiants et les substances psychotropes tels que définis par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), ou les autres drogues illicites interdites dans le pays de destination ;
    - 2.1.2. les objets obscènes ou immoraux ;
    - 2.1.3. les objets contrefaits et piratés ;
    - 2.1.4. autres objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination ;
    - 2.1.5. les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents ou le grand public, salir ou détériorer les autres envois, l'équipement postal ou les biens appartenant à des tiers ;
    - 2.1.6. les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.
3. Matières explosibles, inflammables ou radioactives et marchandises dangereuses.
- 3.1. L'insertion de matières explosibles, inflammables ou autres marchandises dangereuses ainsi que les matières radioactives est interdite dans toutes les catégories d'envois.
  - 3.2. L'insertion de dispositifs explosifs et de matériel militaire inertes, y compris les grenades inertes, les obus inertes et les autres articles analogues, ainsi que de répliques de tels dispositifs et articles, est interdite dans toutes les catégories d'envois.
  - 3.3. Exceptionnellement, les marchandises dangereuses ci-après sont admises :
    - 3.3.1. les matières radioactives expédiées dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux visées à l'article 16.1 ;
    - 3.3.2. les substances infectieuses expédiées dans les envois de la poste aux lettres et dans les colis postaux visées à l'article 16.2.
4. Animaux vivants.
- 4.1. L'insertion d'animaux vivants est interdite dans toutes les catégories d'envois.
  - 4.2. Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée :
    - 4.2.1. les abeilles, les sangsues et les vers à soie ;
    - 4.2.2. les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues ;
    - 4.2.3. les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.
  - 4.3. Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les colis :
    - 4.3.1. les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale des pays intéressés.
5. Insertion de correspondances dans les colis.
- 5.1. L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux :
    - 5.1.1. les correspondances, à l'exception des pièces archivées, échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.
6. Pièces de monnaie, billets de banque et autres objets de valeur
- 6.1. Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux :
    - 6.1.1. dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée ;
      - 6.1.1.1. cependant, si la législation nationale des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés ;
    - 6.1.2. dans les colis sans valeur déclarée, sauf si la législation nationale des pays d'origine et de destination le permet ;

6.1.3. dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur ;

6.1.3.1. de plus, chaque Pays membre ou opérateur désigné a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les colis avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert par son territoire ; il peut limiter la valeur réelle de ces envois.

## 7. Imprimés et cécogrammes.

7.1. Les imprimés et les cécogrammes :

7.1.1. ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun élément de correspondance ;

7.1.2. ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur, sauf dans les cas où l'envoi inclut une carte, une enveloppe ou une bande préaffranchie en vue de son retour et sur laquelle est imprimée l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son agent dans le pays de dépôt ou de destination de l'envoi original.

## 8. Traitement des envois admis à tort.

8.1. Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1, 2.1.2, 3.1 et 3.2 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1, 3.1 et 3.2 sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de transit.

## Article 16

### *Matières radioactives et substances infectieuses admissibles*

1. Les matières radioactives sont admises dans les envois de la poste aux lettres et dans les colis postaux, dans le cadre des relations entre les Pays membres qui se sont déclarés d'accord pour admettre ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens, aux conditions suivantes :

1.1. les matières radioactives sont conditionnées et emballées conformément aux dispositions respectives des Règlements ;

4 1.2. lorsqu'elles sont expédiées dans les envois de la poste aux lettres, elles sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation ;

1.3. les matières radioactives contenues dans les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux doivent être acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquiescement des surtaxes aériennes correspondantes ;

1.4. les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.

2. Les substances infectieuses, à l'exception des matières de catégorie A infectieuses pour l'homme (n° ONU 2814) et pour les animaux (n° ONU 2900), sont admises dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux, aux conditions suivantes :

2.1. Les matières infectieuses de catégorie B (n° ONU 3373) peuvent être échangées par voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus, déterminés par leurs autorités compétentes. Ces marchandises dangereuses peuvent être admises dans le courrier, sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

2.2. Les matières infectieuses de catégorie B (n° ONU 3373) doivent être traitées, emballées et étiquetées conformément aux dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres et du Règlement concernant les colis postaux. Ces envois sont soumis au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquiescement d'une surtaxe.

2.3. Les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) peuvent être échangés par voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus, déterminés par leurs autorités compétentes. Ces matières peuvent être admises dans le courrier, sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'OACI.

2.4. Les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) doivent être traités, emballés et étiquetés conformément aux dispositions pertinentes du Règle-

ment de la poste aux lettres. Ces envois sont soumis au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquiescement d'une surtaxe.

2.5. L'admission des substances infectieuses et des échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) est limitée aux relations entre les Pays-membres s'étant déclarés d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

2.6. Les substances infectieuses et les échantillons exemptés prélevés sur des malades (humains ou animaux) autorisés sont acheminés par la voie la plus rapide, normalement par voie aérienne, sous réserve de l'acquiescement des surtaxes aériennes correspondantes, et bénéficient de la priorité à la livraison.

## Article 17

### *Réclamations*

1. Chaque opérateur désigné est tenu d'accepter les réclamations concernant les colis et les envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée, déposés dans son propre service ou dans celui de tout autre opérateur désigné, pourvu que ces réclamations soient présentées dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt de l'envoi. Les réclamations sont transmises par voie prioritaire, par EMS ou par des moyens électroniques. La période de six mois concerne les relations entre réclamants et opérateurs désignés et ne couvre pas la transmission des réclamations entre opérateurs désignés.

2. Les réclamations sont admises dans les conditions prévues par les Règlements.

3. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, les frais supplémentaires occasionnés par une demande de transmission par le service EMS sont en principe à la charge du demandeur.

## Article 18

### *Contrôle douanier Droits de douane et autres droits*

1. L'opérateur désigné du pays d'origine et celui du pays de destination sont autorisés à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.

2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, de frais de présentation à la douane dont le montant indicatif est fixé par les Règlements. Ces frais ne sont perçus qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.

3. Les opérateurs désignés qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement au nom des clients sont autorisés à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération. Cette taxe peut être perçue, pour tous les envois déclarés en douane, selon la législation nationale, y compris ceux exemptés de droit de douane. Les clients doivent être dûment informés à l'avance au sujet de la taxe concernée.

4. Les opérateurs désignés sont autorisés à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

## Article 19

### *Echange de dépêches closes avec des unités militaires*

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays :

1.1. entre les bureaux de poste de l'un des Pays membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies ;

1.2. entre les commandants de ces unités militaires ;

1.3. entre les bureaux de poste de l'un des Pays membres et les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger ;

1.4. entre les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.

2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des

dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'opérateur désigné du Pays membre qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.

3. Sauf entente spéciale, l'opérateur désigné du Pays membre qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les opérateurs désignés concernés, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

#### Article 20

##### *Normes et objectifs en matière de qualité de service*

1. Les Pays membres ou leurs opérateurs désignés doivent fixer et publier leurs normes et objectifs en matière de distribution des envois de la poste aux lettres et des colis arrivants.

2. Ces normes et objectifs, augmentés du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doivent pas être moins favorables que ceux appliqués aux envois comparables de leur service intérieur.

3. Les Pays membres ou leurs opérateurs désignés d'origine doivent également fixer et publier des normes de bout en bout pour les envois prioritaires et les envois-avion de la poste aux lettres ainsi que pour les colis et les colis économiques/de surface.

4. Les Pays membres ou leurs opérateurs désignés évaluent l'application des normes de qualité de service.

## CHAPITRE II Responsabilité

#### Article 21

##### *Responsabilité des opérateurs désignés. Indemnités*

#### 1. Généralités.

1.1. Sauf dans les cas prévus à l'article 22, les opérateurs désignés répondent :

1.1.1. de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée ;

1.1.2. de la perte des envois à livraison attestée ;

1.1.3. du renvoi des envois recommandés, des envois avec valeur déclarée et des colis ordinaires dont le motif de non-distribution n'est pas donné.

1.2. Les opérateurs désignés n'engagent pas leur responsabilité s'il s'agit d'envois autres que ceux indiqués sous 1.1.1 et 1.1.2.

1.3. Dans tout autre cas non prévu par la présente Convention, les opérateurs désignés n'engagent pas leur responsabilité.

1.4. Lorsque la perte ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi, à l'exception de la taxe d'assurance.

1.5. Les montants de l'indemnité à payer ne peuvent pas être supérieurs aux montants indiqués dans le Règlement de la poste aux lettres et dans le Règlement concernant les colis postaux.

1.6. En cas de responsabilité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération dans le montant de l'indemnité à verser.

1.7. Toutes les dispositions relatives à la responsabilité des opérateurs désignés sont strictes, obligatoires et exhaustives. Les opérateurs désignés n'engagent en aucun cas leur responsabilité – même en cas de faute grave (d'erreur grave) – en dehors des limites établies dans la Convention et les Règlements.

#### 2. Envois recommandés.

2.1. En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les opérateurs désignés ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursés sur cette base par les autres opérateurs désignés éventuellement concernés.

2.2. En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.

#### 3. Envois à livraison attestée.

3.1. En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi seulement.

#### 4. Colis ordinaires.

4.1. En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement concernant les colis postaux, les opérateurs désignés ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursés sur cette base par les autres opérateurs désignés éventuellement concernés.

4.2. En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.

4.3. Les opérateurs désignés peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.

#### 5. Envois avec valeur déclarée.

5.1. En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.

5.2. En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée.

6. En cas de renvoi d'un envoi de la poste aux lettres recommandé ou avec valeur déclarée, dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi seulement.

7. En cas de renvoi d'un colis dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes payées pour le dépôt du colis dans le pays d'origine et des dépenses occasionnées par le renvoi du colis à partir du pays de destination.

8. Dans les cas visés sous 2, 4 et 5, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.

9. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés pour le dépôt de l'envoi, à l'exception de la taxe de recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

10. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 4 et 5, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.

11. L'opérateur désigné d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation nationale pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 4.1. Il en est de même pour l'opérateur désigné de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 4.1 restent cependant applicables :

11.1. en cas de recours contre l'opérateur désigné responsable ;

11.2. si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou inversement.

12. Aucune réserve concernant le dépassement des délais des réclamations et le paiement de l'indemnité aux opérateurs désignés, y compris les périodes et conditions fixées dans les Règlements, n'est applicable, sauf en cas d'accord bilatéral.

## Article 22

*Non-responsabilité des Pays membres  
et des opérateurs désignés*

1. Les opérateurs désignés cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée, des colis et des envois avec valeur déclarée dont ils ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue :

- 1.1. lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi ;
- 1.2. lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié ;
- 1.3. lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu ;
- 1.4. lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'opérateur désigné qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage ; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison ; le terme « sans délai », doit être interprété conformément à la législation nationale.

2. Les Pays membres et les opérateurs désignés ne sont pas responsables :

- 2.1. en cas de force majeure, sous réserve de l'article 13.6.9 ;
- 2.2. lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, ils ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- 2.3. lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu ;
- 2.4. lorsqu'il s'agit d'envois qui tombent sous le coup des interdictions prévues à l'article 15 ;
- 2.5. en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification du Pays membre ou de l'opérateur désigné de ce pays ;
- 2.6. lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu ;
- 2.7. lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi ;
- 2.8. lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ;
- 2.9. lorsqu'on soupçonne l'expéditeur d'avoir agi avec des intentions frauduleuses dans le but de recevoir un dédommagement.

3. Les Pays membres et les opérateurs désignés n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

## Article 23

*Responsabilité de l'expéditeur*

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable des préjudices corporels subis par les agents des postes et de tous les dommages causés aux autres envois postaux ainsi qu'à l'équipement postal par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.

2. En cas de dommages causés à d'autres envois postaux, l'expéditeur est responsable dans les mêmes limites que les opérateurs désignés pour chaque envoi avarié.

3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.

4. En revanche, lorsque les conditions d'admission ont été respectées par l'expéditeur, celui-ci n'est pas responsable dans la mesure où il y a eu faute ou négligence des opérateurs désignés ou des transporteurs dans le traitement des envois après leur acceptation.

## Article 24

*Paiement de l'indemnité*

1. Sous réserve du droit de recours contre l'opérateur désigné responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'opérateur désigné d'origine ou à l'opérateur désigné de destination.

2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

## Article 25

*Récupération éventuelle de l'indemnité sur  
l'expéditeur ou sur le destinataire*

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, en lui accordant le même délai de réponse.

2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi ou ne répondent pas dans les limites du délai fixé sous 1, celui-ci devient la propriété de l'opérateur désigné ou, s'il y a lieu, des opérateurs désignés qui ont supporté le dommage.

3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

## CHAPITRE III

**Dispositions particulières  
à la poste aux lettres**

## Article 26

*Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres*

1. Aucun opérateur désigné n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur le territoire du Pays membre déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.

2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.

3. L'opérateur désigné de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'opérateur désigné de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'opérateur désigné de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'opérateur désigné de destination, celui-ci peut soit renvoyer les envois à l'opérateur désigné de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation nationale.

4. Aucun opérateur désigné n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les opérateurs désignés de destination ont le droit d'exiger de l'opérateur désigné de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes : soit 80 % du tarif intérieur applicable à des

envois équivalents, soit les taux applicables en vertu des articles 28.3 à 28.7 ou 29.7, selon le cas. Si l'opérateur désigné de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'opérateur désigné de destination, celui-ci peut soit retourner les envois à l'opérateur désigné de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation nationale.

### Troisième partie

#### Rémunération

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### Dispositions particulières à la poste aux lettres

##### Article 27

###### *Frais terminaux. Dispositions générales*

1. Sous réserve des exemptions prescrites dans les Règlements, chaque opérateur désigné qui reçoit d'un autre opérateur désigné des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'opérateur désigné expéditeur une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.

2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux par leurs opérateurs désignés, les pays et territoires sont classés conformément aux listes établies à cet effet par le Congrès dans sa résolution C 18/2008, comme indiqué ci-après :

- 2.1. pays et territoires faisant partie du système cible avant 2010 ;
- 2.2. pays et territoires faisant partie du système cible à partir de 2010 et de 2012 (nouveaux pays du système cible) ;
- 2.3. pays et territoires faisant partie du système transitoire.

3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays à l'issue de la période de transition.

4. Accès au régime intérieur. Accès direct.

- 4.1. En principe, chaque opérateur désigné met à la disposition des autres opérateurs désignés l'ensemble des tarifs, termes et conditions qu'il offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux. Il appartient à l'opérateur désigné de destination de juger si l'opérateur désigné d'origine a rempli ou non les conditions et modalités en matière d'accès direct.
- 4.2. Les opérateurs désignés des pays du système cible doivent rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.
- 4.3. Les opérateurs désignés des nouveaux pays du système cible peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux. Ces opérateurs désignés peuvent cependant choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options : cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés. Toutefois, si les opérateurs désignés des nouveaux pays du système cible demandent aux opérateurs désignés des pays du système cible de leur appliquer les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, ils doivent rendre accessibles à l'ensemble des autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.

4.4. Les opérateurs désignés des pays en transition peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur. Ils peuvent toutefois choisir de

rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options : cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés.

5. La rémunération des frais terminaux sera basée sur la performance en matière de qualité de service dans le pays de destination. Le Conseil d'exploitation postale sera par conséquent autorisé à accorder des primes à la rémunération indiquée aux articles 28 et 29, afin d'encourager la participation au système de contrôle et pour récompenser les opérateurs désignés qui atteignent leur objectif de qualité. Le Conseil d'exploitation postale peut aussi fixer des pénalités dans le cas d'une qualité insuffisante, mais la rémunération des opérateurs désignés ne peut pas aller au dessous de la rémunération minimale indiquée aux articles 28 et 29.

6. Tout opérateur désigné peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.

7. Pour les sacs M, le taux de frais terminaux à appliquer est de 0,793 DTS par kilogramme. Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

8. Pour les envois recommandés, il est prévu une rémunération supplémentaire de 0,55 DTS par envoi pour 2010 et 2011 et de 0,6 DTS pour 2012 et 2013. Pour les envois avec valeur déclarée, il est prévu une rémunération supplémentaire de 1,1 DTS par envoi pour 2010 et 2011 et de 1,2 DTS pour 2012 et 2013. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à accorder des primes à la rémunération pour ces services et d'autres services supplémentaires lorsque les services fournis comprennent des éléments additionnels devant être spécifiés dans le Règlement de la poste aux lettres.

9. Tout opérateur désigné peut, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

10. Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger du courrier non prioritaire en accordant une remise de 10 % sur le taux de frais terminaux applicable au courrier prioritaire.

11. Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger des envois séparés par format en appliquant un taux de frais terminaux réduit.

12. Les dispositions prévues entre opérateurs désignés du système cible s'appliquent à tout opérateur désigné du système transitoire déclarant vouloir adhérer au système cible. Le Conseil d'exploitation postale peut fixer les mesures transitoires dans le Règlement de la poste aux lettres. Les dispositions du système cible peuvent être appliquées dans leur intégralité aux nouveaux opérateurs désignés du système cible déclarant vouloir être pleinement soumis auxdites dispositions, sans mesures transitoires.

##### Article 28

###### *Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible*

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le Pays membre de destination ; ces coûts doivent être liés aux tarifs intérieurs. Le calcul des taux s'effectue selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.

3. Les taux par envoi et par kilogramme sont calculés à partir d'un pourcentage de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes du régime intérieur comme suit : 70 % pour les pays du système cible avant 2010 et 100 % pour les pays adhérant au système cible à compter de 2010 ou 2012 (nouveaux pays du système cible).

4. En 2009 et en 2010, le Conseil d'exploitation postale mènera une étude sur les coûts de traitement du courrier arrivant. Si cette étude fait apparaître un pourcentage autre que

celui de 70 % indiqué sous 3, le Conseil d'exploitation postale déterminera s'il convient de modifier le pourcentage de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes pour 2012 et 2013.

5. Pour 2010 et 2011, 50 % de la TVA ou des autres taxes applicables seront déduits de la taxe utilisée pour le calcul indiqué sous 3. Cette déduction sera de 100 % pour 2012 et 2013.

6. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas dépasser :

6.1. pour 2010 : 0,253 DTS par envoi et 1,980 DTS par kilogramme ;

6.2. pour 2011 : 0,263 DTS par envoi et 2,059 DTS par kilogramme ;

6.3. pour 2012 : 0,274 DTS par envoi et 2,141 DTS par kilogramme ;

6.4. pour 2013 : 0,285 DTS par envoi et 2,227 DTS par kilogramme.

7. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas être inférieurs aux taux de 2009, avant application du lien avec la qualité de service. Ces taux ne pourront pas non plus être inférieurs aux valeurs indiquées ci-après :

7.1. pour 2010 : 0,165 DTS par envoi et 1,669 DTS par kilogramme ;

7.2. pour 2011 : 0,169 DTS par envoi et 1,709 DTS par kilogramme ;

7.3. pour 2012 : 0,173 DTS par envoi et 1,750 DTS par kilogramme ;

7.4. pour 2013 : 0,177 DTS par envoi et 1,792 DTS par kilogramme.

8. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les nouveaux pays du système cible, à l'exception du courrier en nombre, sont :

8.1. pour 2010 : 0,155 DTS par envoi et 1,562 DTS par kilogramme ;

8.2. pour 2011 : 0,159 DTS par envoi et 1,610 DTS par kilogramme ;

8.3. pour 2012 : 0,164 DTS par envoi et 1,648 DTS par kilogramme ;

8.4. pour 2013 : 0,168 DTS par envoi et 1,702 DTS par kilogramme.

9. La rémunération pour le courrier en nombre est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 28.3 à 28.7.

10. Sauf accord bilatéral contraire, une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi est prévue pour les envois recommandés et avec valeur déclarée dépourvus d'identifiant muni d'un code à barres ou revêtus d'un identifiant muni d'un code à barres non conforme à la norme technique S10 de l'UPU.

11. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

#### Article 29

*Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire*

1. Pour les opérateurs désignés des pays du système de frais terminaux transitoire (en préparation de leur adhésion au système cible), la rémunération concernant les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, mais à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie sur la base d'augmentations annuelles de 2,8 % des taux de 2009 ajustés selon le nombre moyen mondial de 14,64 envois par kilogramme.

2. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.

3. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les pays du système transitoire sont :

3.1. pour 2010 : 0,155 DTS par envoi et 1,562 DTS par kilogramme ;

3.2. pour 2011 : 0,159 DTS par envoi et 1,610 DTS par kilogramme ;

3.3. pour 2012 : 0,164 DTS par envoi et 1,648 DTS par kilogramme ;

3.4. pour 2013 : 0,168 DTS par envoi et 1,702 DTS par kilogramme.

4. Pour les flux inférieurs à 100 tonnes par an, les composantes par kilogramme et par envoi sont converties en un taux total par kilogramme, sur la base d'un nombre moyen mondial de 14,64 envois par kilogramme. Les taux ci-après s'appliquent :

4.1. pour 2010 : 3,831 DTS par kilogramme ;

4.2. pour 2011 : 3,938 DTS par kilogramme ;

4.3. pour 2012 : 4,049 DTS par kilogramme ;

4.4. pour 2013 : 4,162 DTS par kilogramme.

5. Pour les flux de plus de 100 tonnes par an, les taux fixes par kilogramme susmentionnés sont appliqués si ni l'opérateur désigné d'origine ni l'opérateur désigné de destination ne demandent, dans le cadre du mécanisme de révision, une révision du taux sur la base du nombre réel d'envois par kilogramme plutôt que sur la base du nombre moyen mondial. L'échantillonnage aux fins d'application du mécanisme de révision est appliqué conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.

6. La révision à la baisse du taux total indiqué sous 4 ne peut pas être invoquée par un pays du système cible à l'encontre d'un pays du système transitoire, à moins que ce dernier ne demande une révision dans le sens inverse.

7. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des opérateurs désignés des pays du système cible est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 28. Pour le courrier en nombre reçu, les opérateurs désignés des pays du système transitoire peuvent demander une rémunération conformément aux dispositions mentionnées sous 3.

8. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

#### Article 30

##### *Fonds pour l'amélioration de la qualité de service*

1. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par tous les Pays membres et territoires aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 5, pour les frais terminaux et le Fonds pour l'amélioration de la qualité de service, font l'objet d'une majoration correspondant à 20 % des taux indiqués à l'article 29, aux fins de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays du groupe 5. Aucun paiement de cette nature n'a lieu entre les pays du groupe 5.

2. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 font l'objet d'une majoration correspondant à 10 % des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

3. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012, excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 feront l'objet d'une majoration correspondant à 10 % des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

4. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 qui se trouvaient dans le système cible avant 2010 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 8 % des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

5. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 qui adhéreront au système cible en 2010 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 4 % des taux indiqués à

l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

6. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012, excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 4 % des taux indiqués à l'article 29, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

7. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 qui bénéficiaient d'une augmentation de 8 % avant 2010 feront l'objet d'une majoration correspondant à 4 % des taux indiqués à l'article 29 en 2010 et en 2011, et d'une majoration correspondant à 2 % des taux indiqués à l'article 28.8 en 2012 et en 2013, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

8. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 qui bénéficiaient d'une augmentation de 1 % avant 2010 feront l'objet d'une majoration correspondant à 1 % des taux indiqués à l'article 29 en 2010 et en 2011, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

9. Les frais terminaux cumulés payables au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays des groupes 2 à 5 font l'objet d'un plancher de 12 565 DTS par an pour chaque pays bénéficiaire. Les montants supplémentaires requis pour atteindre ce plancher sont facturés aux pays faisant partie du système cible avant 2010, proportionnellement aux quantités échangées.

10. Les projets régionaux devraient notamment favoriser la concrétisation des programmes de l'UPU en faveur de l'amélioration de la qualité de service et la mise en place de systèmes de comptabilité analytique dans les pays en développement. Le Conseil d'exploitation postale adoptera en 2010 au plus tard des procédures adaptées en vue du financement de ces projets.

#### Article 31

##### *Frais de transit*

1. Les dépêches closes et les envois en transit à découvert échangés entre deux opérateurs désignés ou entre deux bureaux du même Pays membre au moyen des services d'un ou de plusieurs autres opérateurs désignés (services tiers) sont soumis au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit aérien. Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.

#### CHAPITRE II

### **Autres dispositions**

#### Article 32

##### *Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien*

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre opérateurs désignés au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires, des envois-avion, des colis-avion en transit à découvert, des envois mal dirigés et des dépêches mal acheminées, de même que les modes de décompte y relatifs, est décrit dans le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux.

3. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont :

3.1. lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, y compris lorsque ces dépêches transitent par un ou plusieurs opérateurs désignés intermédiaires ;

3.2. lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'opérateur désigné qui remet les envois à un autre opérateur désigné.

4. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime s'ils sont acheminés par avion.

5. Chaque opérateur désigné de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Le Conseil d'exploitation postale peut remplacer la distance moyenne pondérée par un autre critère pertinent. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

6. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'opérateur désigné de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.

7. L'opérateur désigné de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'opérateur désigné de destination.

#### Article 33

##### *Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux*

1. Les colis échangés entre deux opérateurs désignés sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée calculées en combinant le taux de base par colis et le taux de base par kilogramme fixés par le Règlement.

1.1. Tenant compte des taux de base ci-dessus, les opérateurs désignés peuvent en outre être autorisés à bénéficier de taux supplémentaires par colis et par kilogramme, conformément aux dispositions prévues par le Règlement.

1.2. Les quotes-parts visées sous 1 et 1.1 sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

1.3. Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

2. Les colis échangés entre deux opérateurs désignés ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'un ou de plusieurs autres opérateurs désignés sont soumis, au profit des opérateurs désignés dont les services participent à l'acheminement territorial aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.

2.1. Pour les colis en transit à découvert, les opérateurs désignés intermédiaires sont autorisés à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.

2.2. Les quotes-parts territoriales de transit sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

3. Tout opérateur désigné dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes. Ces quotes-parts sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

3.1. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.

3.2. Les opérateurs désignés ont la faculté de majorer de 50 % au maximum la quote-part maritime calculée conformément à 3.1. Par contre, ils peuvent la réduire à leur gré.

#### Article 34

##### *Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts*

1. Le Conseil d'exploitation postale a le pouvoir de fixer les

frais et les quotes-parts ci-après, qui doivent être payés par les opérateurs désignés selon les conditions énoncées dans les Règlements :

- 1.1. frais de transit pour le traitement et le transport des dépêches de la poste aux lettres par au moins un pays tiers ;
  - 1.2. taux de base et frais de transport aérien applicables au courrier-avion ;
  - 1.3. quotes-parts territoriales d'arrivée pour le traitement des colis arrivants ;
  - 1.4. quotes-parts territoriales de transit pour le traitement et le transport des colis par un pays tiers ;
  - 1.5. quotes-parts maritimes pour le transport maritime des colis.
2. La révision qui pourra être faite, grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux opérateurs désignés assurant les services, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

#### **Quatrième partie** **Dispositions finales**

##### Article 35

##### *Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements*

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays membres présents et votants ayant le droit de vote. La moitié au moins des Pays membres représentés au Congrès ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale ayant le droit de vote.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir :

- 3.1. les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays membres de l'Union ayant le droit de vote et ayant participé au suffrage, s'il s'agit de modifications ;
- 3.2. la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

##### Article 36

##### *Réserves présentées lors du Congrès*

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.

2. En règle générale, les Pays membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité. La réserve doit se faire en cas de nécessité absolue et être motivée d'une manière appropriée.

3. La réserve à des articles de la présente Convention doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition écrite en une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions y relatives du Règlement intérieur du Congrès.

4. Pour être effective, la réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article auquel se rapporte la réserve.

5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays membre l'ayant émise et les autres Pays membres.

6. La réserve à la présente Convention sera insérée dans son Protocole final sur la base de la proposition approuvée par le Congrès.

#### Article 37

##### *Mise à exécution et durée de la Convention*

1. La présente Convention sera mise à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à Genève, le 12 août 2008.

#### PROTOCOLE FINAL

##### de la convention postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Appartenance des envois postaux – Retrait – Modification ou correction d'adresse*

1. Les dispositions de l'article 5.1 et 2 ne s'appliquent pas à Antigua-et-Barbuda, à Bahrain (Royaume), à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hong-Kong, Chine, à la Dominique, à l'Égypte, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie – Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie.

2. Les dispositions de l'article 5.1 et 2 ne s'appliquent pas non plus à l'Autriche, au Danemark et à l'Iran (Rép. islamique), dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.

3. L'article 5.1 ne s'applique pas à l'Australie, au Ghana et au Zimbabwe.

4. L'article 5.2 ne s'applique pas aux Bahamas, à la Belgique, à l'Iraq, à Myanmar et à la Rép. pop. dém. de Corée, dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.

5. L'article 5.2 ne s'applique pas à l'Amérique (Etats-Unis).

6. L'article 5.2 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.

7. Par dérogation à l'article 5.2, El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines, la Rép. dém. du Congo et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

#### Article II

##### *Taxes*

1. Par dérogation à l'article 6, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont autorisés à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de leur pays.

#### Article III

##### *Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des cécogrammes*

1. Par dérogation à l'article 7, l'Indonésie, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. Par dérogation à l'article 7, l'Allemagne, l'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Japon et la Suisse ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.

#### Article IV

##### *Services de base*

1. Nonobstant les dispositions de l'article 12, l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.

2. Les dispositions de l'article 12.2.4 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, dont la législation nationale impose une limite de poids inférieure. La législation relative à la santé et à la sécurité limite à 20 kilogrammes le poids des sacs à courrier.

3. Par dérogation à l'article 12.2.4, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont autorisés à limiter à 20 kilogrammes le poids maximal des sacs M arrivants et partants.

#### Article V

##### *Avis de réception*

1. Le Canada est autorisé à ne pas appliquer l'article 13.1.1 en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

#### Article VI

##### *Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)*

1. Par dérogation à l'article 13.4.1, la Bulgarie (Rép.) assurera le service CCRI après une négociation avec le Pays-membre intéressé.

#### Article VII

##### *Interdictions (poste aux lettres)*

1. A titre exceptionnel, le Liban et la Rép. pop. dém. de Corée n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Ils ne sont pas tenus par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.

2. A titre exceptionnel, l'Arabie saoudite, la Bolivie, la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hong-Kong, l'Iraq, le Népal, le Pakistan, le Soudan et le Viet Nam n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

3. Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 15.6, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.

4. Le Népal n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.

5. L'Ouzbékistan n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

6. L'Iran (Rép. islamique) n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique.

7. Les Philippines se réservent le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des bil-

lets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.

8. L'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semi-précieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.

9. La Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hong-Kong, n'accepte pas les envois avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.

10. La Lettonie et la Mongolie se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.

11. Le Brésil se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.

12. Le Viet Nam se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.

13. L'Indonésie n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste, des devises étrangères ou des valeurs quelconques au porteur et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ces envois.

14. Le Kirghizistan se réserve le droit de ne pas accepter les envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée et petits paquets) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des titres au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Il décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

15. Le Kazakhstan n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

16. La Moldova et la Russie (Fédération de) n'acceptent pas les envois recommandés et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

#### Article VIII

##### *Interdictions (colis postaux)*

1. Myanmar et la Zambie sont autorisés à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 15.6.1.3.1, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.

2. A titre exceptionnel, le Liban et le Soudan n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Ils ne sont pas tenus par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.

3. Le Brésil est autorisé à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

4. Le Ghana est autorisé à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

5. Outre les objets cités à l'article 15, l'Arabie saoudite n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.

6. Outre les objets cités à l'article 15, l'Oman n'accepte pas les colis contenant :

6.1. Des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente ;

6.2. Des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques ;

6.3. Des objets contraires aux principes de la religion islamique.

7. Outre les objets cités à l'article 15, l'Iran (Rép. islamique) est autorisé à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique.

8. Les Philippines sont autorisées à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.

9. L'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.

10. La Chine (Rép. pop.) n'accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hong-Kong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.

11. La Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.

12. La Lettonie n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie concernant de tels envois.

13. La Moldova, l'Ouzbékistan, la Russie (Fédération de) et l'Ukraine n'acceptent pas les colis ordinaires et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

14. Le Kazakhstan n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieuses, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

#### Article IX

##### *Matières radioactives et substances infectieuses admissibles*

1. Nonobstant les dispositions de l'article 16, la Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, conformément à sa législation nationale, les envois postaux contenant des matières radioactives ou des substances infectieuses.

#### Article X

##### *Objets passibles de droits de douane*

1. Par référence à l'article 15, les Pays membres suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane : Bangladesh et El Salvador.

2. Par référence à l'article 15, les Pays membres suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane : Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Moldova, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Russie (Fédération de), Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Vénézuéla.

3. Par référence à l'article 15, les Pays membres suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali et Mauritanie.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgence nécessitant qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

#### Article XI

##### *Réclamations*

1. Par dérogation à l'article 17.3, l'Arabie saoudite, la Bulgarie (Rép.), le Cap-Vert, l'Égypte, le Gabon, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, la Grèce, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, les Philippines, la Rép. pop. dém. de Corée, le Soudan, la Syrienne (Rép. arabe), le Tchad, le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.

2. Par dérogation à l'article 17.3, l'Argentine, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Lituanie, la Moldova et la Slovaquie se réservent le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.

3. L'Afghanistan, l'Arabie saoudite, la Bulgarie (Rép.), le Cap-Vert, le Congo (Rép.), l'Égypte, le Gabon, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, le Soudan, le Suriname, la Syrienne (Rép. arabe), le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.

4. Par dérogation à l'article 17.3, l'Amérique (Etats-Unis), le Brésil et le Panama (Rép.) se réservent le droit de percevoir sur les clients une taxe de réclamation pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux déposés dans les pays qui appliquent ce genre de taxe en vertu des dispositions sous 1 à 3.

#### Article XII

##### *Taxe de présentation à la douane*

1. Le Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

2. Le Congo (Rép.) et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

#### Article XIII

##### *Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres*

1. L'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce et la Nouvelle-Zélande se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur tout opérateur désigné qui, en vertu de l'article 26.4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.

2. Par dérogation à l'article 26.4, le Canada se réserve le droit de percevoir de l'opérateur désigné d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.

3. L'article 26.4 autorise l'opérateur désigné de destination à réclamer à l'opérateur désigné de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. L'Australie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réservent le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.

4. L'article 26.4 autorise l'opérateur désigné de destination à réclamer à l'opérateur désigné de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les Pays membres suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre : Amérique (États-Unis), Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.

5. Nonobstant les réserves sous 4, les Pays membres suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 26 de la Convention au courrier reçu des Pays membres de l'Union : Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte-d'Ivoire (Rép.), Danemark, Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Norvège, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.

6. Aux fins de l'application de l'article 26.4, l'Allemagne se réserve le droit de demander au pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalent à celui qu'elle aurait reçu du pays où l'expéditeur réside.

7. Nonobstant les réserves faites à l'article XIII, la Chine (Rép. pop.) se réserve le droit de limiter tout paiement au titre de la distribution des envois de la poste aux lettres déposés à l'étranger en grande quantité aux limites autorisées dans la Convention de l'UPU et le Règlement de la poste aux lettres pour le courrier en nombre.

#### Article XIV

##### *Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles*

1. Par dérogation à l'article 33, l'Afghanistan se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

#### Article XV

##### *Tarifs spéciaux*

1. L'Amérique (Etats-Unis), la Belgique et la Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.

2. Le Liban est autorisé à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.

3. Le Panama (Rép.) est autorisé à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du directeur général du bureau international. Une copie en sera remise à chaque partie par le bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à Genève, le 12 août 2008.



# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères  
et européennes

**NOR : MAEJ1008600L**

## PROJET DE LOI

autorisant l'approbation de la convention postale universelle

-----

## ÉTUDE D'IMPACT

### **I. - Situation de référence et objectifs de l'accord ou convention**

#### 1-1 Le cadre général :

Les Actes de l'Union postale universelle (UPU) régissent les modalités d'acheminement et de distribution des envois postaux internationaux. Ils garantissent la libre circulation des envois postaux sur un territoire postal unique composé de réseaux interconnectés et visent à encourager l'adoption de normes communes et équitables. Les Actes régissent également les rapports entre les Etats et entre les opérateurs désignés par les Etats pour assurer les obligations découlant de ces Actes.

Les Actes de l'Union postale universelle comprennent :

La Constitution avec ses protocoles additionnels : c'est l'Acte fondamental, qui comprend les règles organiques de l'Union et la définition des Actes de l'UPU.

Le Règlement général, qui comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

La Convention postale universelle et ses Règlements d'exécution, qui comportent les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres (expression utilisée à l'article 12 de la Convention postale universelle ; la poste aux lettres comprend notamment : les lettres, les cartes postales, les imprimés, les cécogrammes, les journaux... etc.) et des colis postaux. Ces actes, comme les deux premiers, sont obligatoires pour tous les pays membres.

Tous les quatre ans, les plénipotentiaires des Pays membres de l'UPU se réunissent pour amender les Actes. Lors du Congrès de Genève qui s'est tenu du 23 juillet au 12 août 2008, la Convention postale universelle a fait l'objet, comme à chaque congrès, des amendements estimés nécessaires pour garantir le bon fonctionnement du service postal international et prendre en compte les évolutions de ce secteur.

Comme lors des précédents congrès, les plénipotentiaires ont fixé pour les années 2009 à 2012 le plafond des dépenses. Ce plafond a été fixé à 37 000 000 de francs suisses (24,5 millions d'euros environ) pour la période 2009 et 2010 et à 37 235 000 de francs suisses (24,6 millions d'euros) pour 2011 et 2012. Chaque pays membre acquitte un nombre d'unités qui correspondent à la classe de contribution à laquelle il appartient. La France fait partie des cinq plus gros contributeurs avec le Japon, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Grande Bretagne. Elle contribue à la classe de 50 unités ce qui représente pour 2009 et 2010 un montant de 1 373 269,20 euros. A ce montant s'ajoutent des frais supplémentaires pour la traduction simultanée lors des réunions du congrès et des conseils.

L'enjeu pour la France est d'avoir un dispositif permettant de maintenir un service postal international de qualité reposant sur des règles clarifiées et actualisées.

1-2 - Les stipulations de la Convention postale universelle, telle que modifiée en 2008 :

- **La Convention postale universelle distingue les expressions « pays membre » ou « opérateur désigné »** selon que la disposition apparaît du ressort des gouvernements ou du ressort de leurs opérateurs en charge des questions d'exploitation. Cette distinction est apparue nécessaire pour clarifier la Convention postale universelle et bien délimiter les questions d'ordre stratégique et réglementaire de celles d'exploitation. La très grande majorité des Pays membres de l'UPU ont créé des entités autonomes sur le plan juridique et fonctionnel chargées de l'exploitation des services postaux. Dans certains cas, des combinaisons plus complexes ont été retenues pour prendre en compte la diversité des situations qui existent dans les pays membres.

Ainsi, à l'article 4, paragraphe 1 de la Convention postale universelle relatif à la liberté de transit, l'expression « Pays membre » est présente car il appartient aux pays membres de s'assurer que leur opérateur désigné remplit bien les obligations qui découlent du principe de la liberté de transit, énoncé à l'article premier de la Constitution. Il s'agit en l'occurrence de s'assurer que les opérateurs désignés acheminent toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'ils emploient pour leurs propres envois les dépêches closes et les envois à découvert qui leur sont livrés par un autre opérateur désigné. Au paragraphe 5 de ce même article, le terme « Pays membre » est repris par souci de cohérence.

Aux articles 6.1, 6.2, 6.4, 6.5, 7.1.1, 13.3, 13.4.1, 13.4.3, 14.1, 14.2, 15.1.3, 15.6.1.3.1, 20.1, 20.3, 20.4, 22.2.5, l'expression « Pays membre ou opérateur désigné » est employée. Il s'agit ici de reconnaître que certaines responsabilités peuvent être exercées soit par le pays membre, soit par l'opérateur désigné, suivant la pratique établie ou la législation adoptée au niveau national, par exemple en ce qui concerne les taxes ou les normes et objectifs en matière de qualité de service.

Aux articles 7.1.1, 9.1, 22.2 et 22.3, l'expression « Pays membre et opérateur désigné » est employée pour indiquer qu'il s'agit de responsabilités partagées, par exemple lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité postale (article 20).

A l'article 10, le terme « Pays-membre et/ou opérateur désigné » tient compte de la diversité des structures et systèmes en place dans les pays membres. Par ailleurs, l'expression « Pays-membre » est systématiquement employée. Le tableau de l'annexe 1 récapitule les autres stipulations.

Cette présentation n'entraîne pas de nouvelles responsabilités pour les Pays membres mais permet de mieux discerner les dispositions de nature stratégique et réglementaire des dispositions traitant de questions d'exploitation.

Il est à noter que la notion d'opérateur désigné est définie à l'article 1<sup>bis</sup> de la Constitution de l'UPU telle qu'adoptée par le XXIV<sup>ème</sup> Congrès qui s'est tenu à Genève du 23 juillet au 12 août 2008. Cette définition clarifie le dispositif en identifiant l'entité en charge des obligations d'exploitation découlant des Actes de l'UPU<sup>1</sup>.

L'annexe 1 recense tous les articles où le terme « administration postale » a été remplacé par « Pays-membre » ou « opérateur désigné ».

• Les autres stipulations de la Convention postale universelle par le XXIV<sup>ème</sup> Congrès de 2008 portent notamment sur :

- les principes essentiels d'émission et de mise en circulation du timbre-poste. L'article 8 met aujourd'hui en exergue le droit souverain de chaque Pays membre de décider de la façon dont les timbres-poste sont émis et administrés sur son territoire. Il était important de modifier la Convention postale universelle telle qu'adoptée lors du Congrès de 2004 et d'affirmer clairement que l'émission et la circulation du timbre-poste est sous la seule responsabilité des Pays membres notamment dans un contexte de libéralisation des marchés postaux et d'émergence de nouveaux opérateurs ;

- la clarification ou l'harmonisation de certaines dispositions (matières infectieuses admissibles dans les envois). Ainsi, les stipulations de l'article 4 « Liberté de transit », paragraphe 2, de l'article 16 « Matières radioactives et substances infectieuses admissibles », paragraphes 2.1 à 2.6 et de l'article 15 « Envois non-admis. Interdictions », paragraphes 3 à 3.2.2, visent à harmoniser la réglementation de l'UPU avec les dispositions du sous-comité d'experts du transport des marchandises dangereuses de l'ONU, les instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale et le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses de l'Association du transport aérien international. De même, à l'article 15 « Envois non-admis. Interdictions », paragraphe 2.1.1, il est précisé que c'est l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) qui définit les types de substances placées sous contrôle international. Ces substances correspondent à la catégorie des stupéfiants ou des substances psychotropes. Toutefois, la classification de l'OICS ne permet pas de saisir de manière adéquate l'ensemble des drogues illicites ou des substances contrôlées interdites dans de nombreux pays membres de l'UPU, d'où les précisions apportées à la fin de ce paragraphe par l'ajout de « ou les autres drogues illicites interdites dans le pays de destination ».

- la présence à l'article premier de définitions se reportant à des éléments substantiels concernant le service postal (colis, dépêches mal acheminées, envois mal dirigés, petit paquet) ; il s'agit de garantir la validité juridique de ces termes dans un environnement postal qui évolue rapidement.

---

<sup>1</sup> « Opérateur désigné : toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire. »

- L'article 10 sur le développement durable clarifie les responsabilités des pays-membres et/ou de leurs opérateurs désignés dans ce domaine. L'objectif est de pouvoir mener des actions concrètes sur la base de vingt actions prioritaires (cf. annexe 2).

L'article 17 fixe le champ des réclamations. Ce droit concerne les réclamations relatives aux colis et aux envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée. Cette décision se justifie par le fait qu'il n'y a pas de suivi des envois ordinaires. Il pose également le principe que les réclamations doivent être transmises par les moyens les plus rapides, notamment par des moyens électroniques pour permettre à l'opérateur postal de destination d'enquêter rapidement et pouvoir apporter une réponse au client dans les meilleurs délais.

A l'initiative de la France, «les objets contrefaits et piratés» ont été introduits dans la liste des envois non admis, à l'article 15, paragraphe 2.1.3. En effet, la lutte contre la contrefaçon est un objectif prioritaire de la France compte tenu de ses conséquences contraires aux intérêts économiques français et dangereuses pour la santé et la sécurité des personnes. Cette disposition vise donc à réduire autant que possible la circulation de ces objets par la voie postale.

Enfin, les dispositions relatives aux modalités de rémunération des services entre opérateurs (articles 27 à 31) améliorent la couverture des coûts (frais terminaux) supportés par l'opérateur de destination au titre du courrier international. Compte tenu de l'extrême diversité des 191 pays membres de l'UPU, le système actuel, même s'il est amélioré au fil des congrès, n'est pas totalement basé sur les coûts ; il résulte d'un compromis difficilement négocié entre opérateurs et validé par les pays membres. Pour l'application du système des frais terminaux, les pays membres sont maintenant classés conformément à la décision du congrès, dans sa résolution C17/2008, en cinq groupes en fonction d'un indicateur de développement postal. Les pays membres ressortent selon qu'ils sont placés dans ou l'autre de ces groupes du système basé sur les coûts de traitement des envois (appelé système cible) ou du système transitoire qui repose sur une rémunération forfaitaire au kilogramme. Ce système transitoire devrait disparaître au profit du système cible qui devrait être le système appliqué par tous les pays membres. Ces modalités nouvelles ont permis de faire entrer dans le système cible un plus grand nombre de pays, notamment les pays émergents.

## **II. - Conséquences estimées de la mise en œuvre de l'accord ou convention**

### **Conséquences économiques**

Les règles relatives au service postal international telles que fixées par la Convention postale universelle ne s'appliquent actuellement qu'aux opérateurs désignés par les Pays membres pour remplir les obligations découlant du Traité relatif à la création d'une Union générale des postes du 9 octobre 1874, ci-après « le Traité ». Pour la France, La Poste est l'opérateur désigné. A ce titre, elle « met en œuvre, pour ce qui la concerne, les engagements internationaux pris par l'Etat, dans le cadre de l'Union Postale Universelle. » (Article R.1-1-19 du code des postes et des communications électroniques). La Convention postale universelle n'a en conséquence aucun impact sur les autres opérateurs postaux installés sur le territoire national.

La Poste continuera d'assurer le service postal international entrant et sortant en fonction des obligations de la Convention postale universelle telle que modifiée par le XXIVème Congrès comme indiqué au I.

Ainsi, La Poste est tenue d'offrir aux utilisateurs, entreprises et particuliers, les services de base définis à l'article 12 de la Convention postale universelle : les envois de la poste aux lettres, classifiés selon la rapidité de leur traitement (envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes) ou selon leur contenu (lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes, cécogrammes jusqu'à 7 kilogrammes, sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables jusqu'à 30 kilogrammes). Ces services de base sont obligatoires pour tous les pays membres de l'UPU.

La Poste est également tenue d'assurer l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes car la France était partie à l'Arrangement concernant les colis postaux avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Le Congrès de Pékin (1999) a en effet décidé de fusionner les dispositions générales de cet Arrangement avec la Convention postale universelle et de renvoyer les dispositions de nature opérationnelle vers un Règlement des colis postaux. Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2001. Les Pays membres qui n'étaient pas parties à l'Arrangement sur les colis postaux avant cette date ne sont pas tenus de fournir ce service selon les règles de l'UPU.

La Poste est également tenue d'offrir les services supplémentaires de l'article 13 qui sont obligatoires : service de recommandation, service de retour des correspondances commerciales-réponses internationales/CCRI, échange des coupons-réponse internationaux, avis de réception pour les envois arrivants.

En revanche, les services définis à l'article 14 sont facultatifs. Il s'agit des services de courrier électronique, du service postal express EMS, du service de logistique intégrée et du cachet postal de certification électronique. La Poste n'a pas d'obligations au titre de ces services facultatifs.

Les utilisateurs devraient bénéficier en fonction des dispositions de la Convention postale universelle, telle qu'adoptée en 2008, de services postaux internationaux d'une qualité de service améliorée par :

- l'obligation faite aux opérateurs désignés d'acheminer les envois reçus selon les mêmes moyens qu'ils emploient pour leurs propres envois y compris pour les envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées. Ces deux types d'envois sont maintenant parfaitement définis ;

- le droit renforcé donné aux utilisateurs de déposer une réclamation qui concerne aussi bien les colis que les envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée. Le nouveau dispositif prévoit que les réclamations doivent être transmises par les moyens les plus rapides, notamment par des moyens électroniques pour permettre à l'opérateur postal de destination d'enquêter rapidement et pouvoir apporter une réponse au client dans les meilleurs délais ;

- une responsabilité des opérateurs postaux clairement définie; elle concerne les envois recommandés, les envois avec valeur déclarée et des colis ordinaires ;

- la restitution à l'expéditeur des taxes perçues en cas de renvoi d'un colis, d'un renvoi de la poste aux lettres recommandé ou à valeur déclarée.

Les stipulations de la Convention postale universelle, telle qu'adoptée en 2008, n'auront pas d'incidence sur les tarifs des services postaux internationaux proposés. Ces tarifs sont fixés par La Poste et soumis selon le cas à la procédure fixée à l'article L. 5-2- 3° du code des postes et des communications électroniques dès lors que les services postaux internationaux portent sur des envois de correspondance jusqu' à 2 kg et sur les colis jusqu' à 20 kg.

### **Conséquences financières**

Le dispositif relatif aux frais terminaux adopté par le Congrès de Genève a pour objet de faire passer progressivement les pays en développement actuellement dans le système dit transitoire vers le système cible. Le système transitoire est fondé sur une rémunération forfaitaire, basée sur un taux par envoi et un taux par kilogramme d'envois postaux. Il a vocation à disparaître au bénéfice du système cible de frais terminaux.

Ce dernier système appliqué par les pays industrialisés est orienté vers les coûts et prend en compte la qualité de service. Il devrait être à terme applicable à tous les pays membres. Le système mis en œuvre par la Convention postale universelle devrait permettre d'instaurer un meilleur équilibre financier entre les opérateurs désignés des Pays membres classés comme industrialisés. D'après l'UPU, ces pays industrialisés génèrent près de 80 % du trafic postal international. Ainsi les enjeux financiers représentés par le système cible se portent vers ces pays. Comme d'autres grands opérateurs mondiaux, les intérêts financiers de La Poste concernent essentiellement les opérateurs des pays industrialisés comme les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Israël et des pays membres européens comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas qui ne sont pas parties à l'accord REIMS. Toutefois, les échanges de La Poste avec ses partenaires de l'UPU ne représentent que 20% environ des produits et des charges.

Les échanges avec les pays en développement du système transitoire représentent moins de 10% des frais terminaux versés par La Poste. L'essentiel des échanges de courrier international de La Poste (presque les deux tiers des produits et des charges) se fait avec ses partenaires du système REIMS. Cet accord « Remuneration of exchanges of international mails », conclu entre les principaux opérateurs des Etats membres de l'Union européenne, concerne les frais terminaux (rémunération de l'obligation de distribution du courrier transfrontalier). Il fixe, pour les principaux opérateurs européens, des modalités de frais terminaux améliorées par rapport au dispositif UPU, car ils reflètent davantage les coûts dans le pays de distribution.

### **Conséquences environnementales**

La Convention postale universelle n'implique pas de conséquences environnementales dans la mesure où il n'y a pas d'obligations nouvelles pour La Poste qui reste en charge uniquement des services de base. Il est à noter que les échanges électroniques sont reconnus dans le cadre des rapports entre opérateurs et la Convention reconnaît, en tant que services postaux, les produits utilisant l'électronique comme moyen de transmission.

Depuis le Congrès de Bucarest en 2004, l'Union postale universelle a pris en compte les objectifs environnementaux. Le préambule de la Constitution précise que l'Union a pour vocation de « stimuler le développement durable des services postaux ». L'UPU mène plusieurs actions dans ce domaine.

Un groupe de projet présidé par la France a été créé après le Congrès de Bucarest. Il a été reconduit par le Conseil d'administration pour le cycle 2009-2012. Ce groupe de projet doit conduire sur une base annuelle une étude sur le développement durable, dont l'objectif est de suivre la mise en œuvre des 20 actions prioritaires (Cf. liste en annexe 2), notamment l'évolution des comportements des administrations postales et de leur personnel par rapport aux enjeux du développement durable, de recenser les besoins en la matière et d'envisager les réponses, de valoriser et partager les actions ; des échanges ont lieu avec d'autres institutions qui mènent également des travaux dans ce domaine notamment sur les émissions de gaz à effet de serre liées au secteur postal.

Sur la base d'une première enquête mondiale<sup>2</sup>, l'UPU estime que l'exploitation des installations et véhicules des postes de ses 191 pays membres a généré en 2008 au moins 26 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, dont 11 millions (41% des émissions totales) rejetés par les pays industrialisés et 15 millions (59%) rejetés par les pays en développement et ceux les moins avancés. L'UPU continue à peaufiner son enquête en 2010 afin d'inclure des données sur les émissions indirectes issues, par exemple, des activités des opérateurs privés et des sous-traitants, du transport aérien, de la gestion des déchets ou de la fabrication des enveloppes et colis. L'UPU a distribué à tous ses pays membres un guide pour les aider à collecter les données et à faire les calculs nécessaires pour dresser l'inventaire. L'objectif de l'UPU est de faire des recommandations pour aider les postes à réduire l'impact de leurs activités sur l'environnement.

A l'initiative de la poste française, une étude va être lancée au sein de l'UPU sur la faisabilité de mise en œuvre d'un dispositif de compensation pour le secteur postal. Le but de ce projet est double : d'une part, réduire les émissions du secteur postal en proposant un dispositif de compensation accessible à l'ensemble des postes et d'autre part, mutualiser les coûts en évitant les démarches de compensation isolées.

## **Conséquences juridiques**

### **1 - Procédure**

La mise en œuvre par La Poste de la Convention postale universelle telle que modifiée par le Congrès de Genève de 2008 s'effectuera dès lors que la procédure d'approbation aura été menée à son terme. Entre temps, les dispositions de la Convention postale universelle telle qu'elle a été adoptée par le Congrès de Bucarest continue d'être mises en œuvre par La Poste.

L'article 25 de la Constitution de l'UPU précise que l'approbation des Actes de l'Union est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire. La Constitution de l'UPU demande aux Pays membres de mettre leur droit national en conformité (le droit interne français est en conformité). L'article 24 de la Constitution précise que «les stipulations des Actes de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays membre dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes».

---

<sup>2</sup> communiqué de presse de l'UPU du 3/12/2009 ( [www.upu.int](http://www.upu.int)).

Les Pays membres ont la possibilité lors du Congrès d'émettre des réserves dès lors qu'elles sont présentées selon les règles fixées à l'article 32 de la Convention. Ces réserves, dont la définition et la portée sont fixées à l'article 1 bis de la Constitution,<sup>3</sup> sont rassemblées dans le protocole final. A l'article 35 de cette même Convention, il est indiqué que « tout Pays membre dont la législation est incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci».

La Convention postale universelle donne ainsi aux Pays membres la possibilité de refuser ou de différer l'application des modifications de la Convention postale universelle qui susciteraient des difficultés en fonction de leur droit national.

Lors du Congrès de 2008, la France, comme 29 autres Pays membres, a émis une réserve uniquement sur l'article 26 de la Convention concernant le dépôt à l'étranger des envois de la poste aux lettres. En effet, cet article 26 prévoit qu'un opérateur désigné contrairement aux obligations découlant du traité de l'UPU peut refuser le traitement des envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur le territoire du Pays membre déposent à l'étranger en vue de bénéficier de conditions tarifaires plus avantageuses. Cet article fixe le droit à rémunération de l'opérateur s'il accepte cependant de traiter ces envois de la poste aux lettres. Il peut demander une rémunération calculée soit en fonction des taux appliqués dans le système cible retenu pour les pays industrialisés soit sur la base de 80 % du tarif intérieur applicable à des envois équivalents.

Certains Pays membres ne souhaitent pas appliquer ces modalités de rémunération qui peuvent être selon les cas pénalisantes pour l'opérateur du Pays sur le territoire duquel les envois de la poste aux lettres ont été déposés. Aussi, ces Pays membres ont précisé par le biais d'une réserve qu'ils limiteraient le paiement en exigeant une rémunération fixée comme pour les envois en nombre. La France, comme vingt-neuf autres Pays membres, a indiqué clairement qu'elle appliquerait dans son intégralité l'article 26 vis-à-vis de tous les Pays membres.

---

<sup>3</sup> Une réserve est une disposition dérogatoire par laquelle un Pays membre vise à exclure ou à modifier l'effet juridique d'une clause d'un Acte, autre que la Constitution et le Règlement général, dans son application à ce Pays membre. Toute réserve doit être compatible avec l'objet et le but de l'Union tels que définis dans le préambule et l'article premier de la Constitution. Elle doit être dûment motivée et approuvée par la majorité requise pour l'approbation de l'Acte concerné et inséré dans son Protocole final.

## 2 - Effet en droit interne

Au regard du code des postes et des communications électroniques et de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom, les stipulations de la Convention postale universelle, telle qu'adoptée lors du Congrès de 2008, ne soulèvent pas d'incompatibilité juridique. Le code précité, dans sa partie « postes » est issu de la transposition de la directive postale 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 modifiée concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité de service, modifiée par la directive du 10 juin 2002 qui traite uniquement du service universel postal au sens du droit communautaire. Ainsi, le code fixe notamment les principes et règles du service universel qui concerne : les envois de correspondance nationale et transfrontière jusqu'à 2 kg, les colis nationaux et transfrontières jusqu'à 20 kg, les envois recommandés et les envois à valeur déclarée. De même, le code fixe les obligations de La Poste, en tant que prestataire de ce service universel, les règles concernant la régulation des activités postales et le régime de responsabilité applicable aux prestataires de services postaux vis-à-vis des utilisateurs dans le champ du service universel.

En revanche, le code ne traite pas des modalités d'exploitation des services postaux, ni des modalités d'échanges entre prestataires postaux pour les envois internationaux, qui sont du ressort du « Traité ». Sur ces sujets, la Convention postale universelle est complémentaire aux dispositions du code des postes et des communications électroniques. Lorsqu'il s'agit des modalités relatives au traitement des réclamations et de la responsabilité vis-à-vis des utilisateurs, les dispositions de la Convention postale universelle fixent un cadre qui laisse toute souplesse aux Pays membres pour compléter ce dispositif au regard de leur propre législation.

Au regard de la loi précitée du 2 juillet 1990, l'article 8 de la Convention postale universelle relative au timbre poste ne soulève pas de difficulté puisque l'article 16 de cette loi du 2 juillet confère à La Poste le monopole d'émission des timbres-postes qui doivent porter la mention « France » (article L.3-3 du code des postes et des communications électroniques).

Le projet de loi relatif à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales qui transpose la directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté modifie les dispositions du code des postes et des communications électroniques. Les stipulations de la Convention postale universelle, telle qu'adoptée en 2008, ne sont pas concernées par le projet de loi.

Au regard du droit de la concurrence, l'importance des flux quotidiens d'envois postaux internationaux qui nécessitent une infrastructure et des moyens appropriés d'envergure justifie la désignation de La Poste pour assurer les obligations de l'UPU. Cette désignation ne fait pas obstacle au droit des opérateurs alternatifs d'exercer une activité portant sur le courrier transfrontière dans le respect des obligations du code des postes et des communications électroniques.

Cependant, les Pays membres et parties au Traité de l'Union Européenne ont procédé à une déclaration lors de la signature des Actes précisant que les Actes adoptés par le Congrès seront appliqués conformément aux obligations qui leurs échoient en vertu du Traité établissant la Communauté européenne et de l'Accord général sur le Commerce des services de l'Organisation mondiale du Commerce.

Le protocole final de la Convention postale universelle rassemble les réserves émises par les Pays membres et adoptées par le Congrès selon les règles fixées à l'article 1 bis de la Constitution.

La France a émis une seule réserve comme indiqué au point 1.

### **III. – Historique des négociations**

La Convention postale universelle, telle qu'adoptée en 2008, résulte des décisions prises par le Congrès concernant les propositions présentées par les pays membres, le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale. Les modalités relatives aux modifications des Actes de l'Union sont fixées notamment à l'article 29 de la Constitution, au chapitre III du Règlement général et par le règlement intérieur du Congrès. C'est sur la base de propositions écrites, déposées par les pays membres ou par les deux Conseils de l'Union avant le Congrès et discutées pendant le Congrès, que les Actes sont modifiés tous les quatre ans. Au total, près de 150 propositions d'amendements portant sur la Convention ont été soumises au Congrès.

### **IV. - Etat des signatures et ratifications**

D'après la liste des pays membres au 7 juin 2010, qui indique notamment la situation juridique de ces pays par rapport aux Actes de l'Union, huit pays ont approuvé la totalité des Actes du Congrès de Genève. Il s'agit de la Biélorussie, du Cap-Vert, du Canada, de l'Italie, du Japon, de la Serbie, de la République slovaque et de la Suisse.

Le gouvernement français a, pour sa part, approuvé le 9 octobre 2009 deux des Actes du Congrès de 2008 pour lesquels aucune autorisation législative d'approbation n'était requise selon les termes de l'article 53 de la Constitution française. Il s'agit du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'UPU et du Premier Protocole au Règlement général de l'UPU.

Comme lors des précédents congrès, une déclaration a été faite lors de la signature des Actes par les pays membres de l'Union européenne : « Les délégations des pays membres de l'Union européenne déclarent que leur pays appliquera les Actes adoptés par le présent Congrès conformément aux obligations qui leur échoient en vertu du Traité établissant la Communauté européenne et de l'Accord général sur le Commerce des services de l'Organisation mondiale du Commerce. »

Le gouvernement n'envisage cependant pas de renouveler cette déclaration lors du dépôt de son approbation des Actes.

## ANNEXE 1

**Convention postale universelle**  
**Remplacement du terme « administration postale »**  
**par « Pays-membre » et/ou « opérateur désigné ».**

1. Articles où le terme « administration postale » a été remplacé par « Pays-membre »

Article	Titre	Paragraphe(s)
4	Liberté de transit	1
5	Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables	3 NB : cet article a été remanié de manière à clarifier qu'il appartient aux Pays-membres de veiller à ce que les opérateurs désignés réexpédient le courrier.
8	Timbres-poste	2.3, 5.2 à 6
12	Services de base	<b>NB : cet article a été remanié de manière à clarifier qu'il appartient aux Pays-membres de veiller à ce que les opérateurs désignés assurent les services de base qui sont obligatoires.</b> S'agissant du service des colis, qui n'est obligatoire que pour les Pays-membres qui ont signé l'Arrangement, les Pays-membres ont la faculté de faire exécuter ce service par une entreprise de transport, si son opérateur désigné n'assure pas le transport des colis.
16	Matières radioactives et substances infectieuses admissibles	1

2. Articles où le terme « administration postale » a été remplacé par « Pays-membre et opérateur désigné »

Article	Titre	Paragraphe(s)
7	Exonération des taxes postales	1.1
9	Sécurité postale	1
22	Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés	2 et 3

3. Articles où le terme « administration postale » a été remplacé par « Pays-membre ou opérateur désigné »

Article	Titre	Paragraphe(s)
6	Taxes	1, 2, 4 et 5 NB : Pour tenir compte de la diversité des situations des cadres juridiques dans les Pays-membres, le terme « administrations postales » a été remplacé par « <b>Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale</b> ».
7	Exonération des taxes postales	1.1
13	Services supplémentaires	3, 4.1 et 4.3
14	Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services	1 et 2 (1 <sup>ère</sup> phrase)
15	Envois non admis. Interdictions	1.3, 6.1.3.1
20	Normes et objectifs en matière de qualité de service	1, 3 et 4
22	Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés	2.5

4. Articles où le terme « administration postale » a été remplacé par « opérateur désigné »

Article	Titre	Paragraphe(s)
1	Définitions	1.6, 1.7, 1.10 à 1.12
6	Taxes	7
7	Exonération des taxes postales	2.5
13	Services supplémentaires	6
14	Courrier électronique, EMS, logistique intégrée et nouveaux services	2 (2 <sup>ème</sup> phrase)
17	Réclamations	1
18	Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits	1, 3 et 4
19	Echange de dépêches closes avec des unités militaires	2 et 3
21	Responsabilité des opérateurs désignés. Indemnités	Titre, 1.1, 1.2, 1.3, 1.7, 2.1, 4.1, 4.3, 11, 11.1, 12
22	Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés	1 et 1.4
23	Responsabilité de l'expéditeur	2 et 4
24	Paiement de l'indemnité	1
25	Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire	2

26	Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres	1, 3 et 4
27	Frais terminaux. Dispositions générales	1, 2, 4.1, (nouveaux §§ 4.2, 4.3, 4.4), 5, 6, 9, (nouveaux §§ 10 et 11)
28	Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible	Titre
29	Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire	Titre et nouveaux §§ 1, 5 et 7
31	Frais de transit	1
32	Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien	1, 3.1, 3.2, 5 à 7
33	Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux	1, 1.1, 1.2, 2, 2.1, 2.2, 3, 3.2
34	Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts	1 et 2

5. Articles où le terme « administration postale » a été remplacé par « Pays-membre et/ou opérateur désigné »

Article	Titre	Paragraphe(s)
10	Environnement	

UNION POSTALE UNIVERSELLE  
CONSEIL D'EXPLOITATION POSTALE

### **Vingt actions prioritaires pour les administrations postales <sup>7</sup>**

#### *Environnement*

1. Mesurer le volume des émissions polluantes des moyens de transport postaux (sous-traitants et chaîne d'approvisionnement compris) et mettre en œuvre des actions pour inciter les chauffeurs à une conduite économique et écologique (solutions ayant trait à la technologie, à la logistique et au comportement).
2. Développer des types de constructions pour les établissements postaux affectant le moins possible l'environnement et permettant d'économiser l'eau et l'énergie – par rapport à un niveau absolu et normalisé (p. ex. émissions pour 1000 envois acheminés).
3. Acheter, si possible, de l'électricité verte renouvelable et développer l'utilisation des énergies renouvelables sur site (solaire, éolienne, géothermique) lorsque cela s'avère rentable.
4. Réaliser des économies d'électricité et d'eau par rapport à un niveau de consommation absolu et normalisé et développer des actions d'information et de sensibilisation du personnel – y compris aux techniques de conduite économique.
5. Développer une offre de produits consommant moins de ressources naturelles (papier recyclé pour les timbres-postes et les imprimantes ou emballages et paquets réutilisables, etc.). Développer également une méthode de calcul applicable au cycle de vie concernant les achats et services.
6. Développer une approche globale (holistique) de la gestion des déchets: tri, recyclage et récupération des principaux déchets (papier, cartons, palettes en bois, micro-ordinateurs et périphériques, vélos de facteurs, casiers de tri, etc.) en suivant la hiérarchie établie pour la gestion des déchets (prévention, réduction, réutilisation, recyclage, récupération d'énergie et élimination).

#### *Economique*

7. Exercer les activités postales selon un mode de fonctionnement basé sur l'éthique et, lorsque cela est possible, envisager l'adoption de normes reconnues à l'échelle internationale – telles que le Pacte mondial des Nations Unies et l'Initiative pour le commerce éthique.
8. Développer la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de même que toutes les formes de corruption. Instaurer des mécanismes pour l'élaboration de rapports confidentiels sur ces incidents.
9. Mettre en place une politique d'achats éthique en intégrant les critères de développement durable dans les produits achetés et commercialisés (utiliser les cahiers des charges pour demander, p. ex., aux fournisseurs et sous-traitants de s'engager concrètement en matière de responsabilité sociale: incidences environnementales, conditions de travail, sécurité au travail, interdiction de faire travailler les enfants, etc.). Développer également un programme d'inspection des fournisseurs pour contrôler le degré d'engagement sur les plans environnemental et social.

---

<sup>7</sup> Source Union postale universelle (Conseil d'exploitation postale)

10. Renforcer le dialogue avec les usagers de la poste et les différents partenaires des administrations postales. Des éclaircissements devront être apportés sur ce point, concernant notamment les objectifs, le régime de suivi, etc.
11. Développer les produits financiers ISR (investissement socialement responsable), le microcrédit pour les administrations postales disposant d'une activité bancaire et des services fiables et abordables de transfert de fonds vers les pays en développement. Là où des produits financiers sont offerts, il y a lieu de porter attention à l'inclusion financière des groupes socialement défavorisés.

### *Social–Sociétal*

12. Sensibiliser l'ensemble des postiers au développement durable via la communication, la formation et le partage d'expériences et les aider à développer des comportements responsables vis-à-vis de l'environnement et de la société.
13. Contribuer à lutter contre l'exclusion en encourageant le recrutement de personnes issues de groupes socialement exclus (devant représenter au minimum 1% de l'effectif total), en participant à des programmes de lutte contre l'analphabétisme et en proposant des services financiers aux plus défavorisés. Il est suggéré de supprimer le seuil de 1%, indiquant une information erronée dans ce cas de figure. Les personnes doivent être engagées pour leurs compétences et non pour répondre aux exigences du quota.
14. Améliorer l'accès des personnes issues des groupes socialement exclus aux sites, produits et services de la poste.
15. Lutter concrètement contre toute forme de discrimination dans les établissements postaux, qu'elle soit politique, philosophique, religieuse ou sexuelle. Promouvoir une culture positive de la diversité et de l'inclusion.
16. Promouvoir l'égalité des genres sur le lieu de travail et développer l'accès des femmes aux postes d'encadrement et de direction, où elles sont sous-représentées.
17. Développer des programmes de sensibilisation du personnel concernant les maladies contagieuses (sida, paludisme, etc.) et les pandémies (grippe aviaire, etc.). Développer également des programmes de sensibilisation concernant la prévention des maladies transmissibles et la promotion d'une approche dynamique en matière de bien-être (nutrition, campagne antitabac, fitness et équilibre entre vie professionnelle et vie privée).
18. Participer aux campagnes d'information des pouvoirs publics pour enrayer les maladies contagieuses ainsi que les pandémies et promouvoir une approche dynamique en matière de bien-être personnel.
19. Développer le dialogue et la concertation avec les acteurs économiques et sociaux du territoire et avec les personnes résidant près des établissements postaux.
20. Participer aux réflexions et travaux conduits sur le développement durable dans leurs Etats respectifs.